

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: espagnol

ARGENTINE

Déclaration de S.E. M. Guillermo Jorge Campbell
Secrétaire aux relations économiques internationales

L'entrée en activité de l'OMC s'est accompagnée d'une mise en oeuvre satisfaisante des Accords du Cycle d'Uruguay, ce qui montre bien que l'adhésion des Membres au système commercial multilatéral est de plus en plus marquée. Cette adhésion doit être maintenue et renforcée, car c'est la meilleure garantie contre les initiatives dictées par des politiques unilatérales et discriminatoires, qui peuvent encore subsister.

Les politiques autonomes que l'Argentine a choisi de suivre ont rendu son économie plus efficiente, et ont contribué au processus multilatéral et à la croissance des échanges mondiaux. Par exemple, nos importations ont passé de 4 000 à 22 000 millions de dollars entre 1990 et 1995, soit une augmentation de 450 pour cent.

Cette ouverture appelle un traitement équivalent pour nos exportations, ce qui n'est malheureusement pas le cas jusqu'à présent.

Dans un secteur comme l'agriculture, qui a une importance vitale pour l'économie argentine, nous n'avons enregistré que de timides progrès en matière d'accès aux marchés et de rares signes d'une volonté politique d'éliminer les subventions à la production et au commerce.

Ce manque de détermination se traduit aujourd'hui par de fortes pressions qui risquent de déclencher un nouvel affrontement ruineux entre exportations subventionnées dans le secteur céréalier, qui pourrait déséquilibrer à nouveau les marchés mondiaux et compromettre les possibilités de croissance de la production d'aliments, indispensable pour répondre à une demande mondiale sans précédent.

Ce sont les producteurs efficients comme nous qui ont été, sont et, selon toute probabilité, seront encore les premiers à subir les conséquences de ces politiques.

Les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, pour leur part, en pâtiront au moins autant que nous.

Dans de telles conditions, ces pays pourraient difficilement se sentir encouragés à développer leur propre production agricole ou à adapter leur économie afin de disposer des ressources nécessaires pour leurs importations.

Aussi sommes-nous préoccupés par cette sorte d'"apartheid" qui vise le secteur agricole à l'OMC, ainsi que par l'atonie qui marque les négociations sur les crédits à l'exportation des produits agricoles, bloquées par quelques pays qui veulent profiter de l'absence de disciplines dans ce domaine pour continuer de subventionner leurs opérations commerciales.

Nous tenons à déclarer clairement ici, aujourd'hui, que le fait que nous avons accepté et mis en oeuvre les résultats du Cycle d'Uruguay ne signifie pas que nous sommes satisfaits des progrès réalisés.

Pour nous, l'objectif reste une agriculture totalement intégrée aux règles du système commercial multilatéral. En matière d'agriculture, l'Argentine ne jugera aucun progrès suffisant tant qu'elle n'aura pas atteint son but.

La nouvelle réalité économique internationale nous conduit vers un monde plus interdépendant qui s'appuiera sur les connaissances et la technologie, et la capacité nationale d'adopter des décisions s'en trouvera limitée.

Nous devons donc inévitablement concentrer nos efforts sur l'analyse des liens entre le commerce et des questions telles que l'environnement, les investissements, les politiques en matière de concurrence et de marchés publics, ainsi que le débat sur les normes de travail.

Les disciplines vont peu à peu occuper une plus grande place dans nos discussions que les tarifs douaniers.

Les processus d'intégration sont une réaction positive face à cette nouvelle réalité économique. Dans la mesure où ils sont compatibles avec les disciplines de l'OMC, ils contribuent de façon significative à l'expansion de la libéralisation commerciale.

Pour en donner un exemple probant, il suffit de rappeler qu'entre 1991 et 1995 la croissance des importations du MERCOSUR en provenance du reste du monde a atteint 120 pour cent. C'est là, Monsieur le Président, une façon concrète de définir un système d'intégration ouverte.

L'efficacité du MERCOSUR en tant que moteur du commerce et de la croissance est évidente. Outre ce que montrent les chiffres, le MERCOSUR est une des plus grandes initiatives politiques que le continent américain ait connue. Son efficacité, ainsi que l'importance économique et politique de cet accord, sont vraiment indiscutables.

Pour élargir et consolider l'OMC, il est nécessaire d'y admettre au plus tôt les pays qui négocient leur accession. Ce faisant, nous devons nous assurer que tous les Membres, actuels et futurs, sont conscients du fait que le système multilatéral ne sera viable que si tous respectent ses disciplines et contribuent raisonnablement au patrimoine commun constitué par les concessions sur les marchandises et les services.

Pour l'Argentine, la consolidation de l'OMC n'est pas une question de choix, mais un facteur essentiel pour la conduite des relations économiques internationales. C'est pourquoi il nous faut réaffirmer notre adhésion à ce système.